

BILAN STATISTIQUE DES PRETS CONVENTIONNES DE L'ANNEE 2011

A)	Des taux toujours bas.....	2
B)	Les changements de l'année.....	4
1)	Les PAS.....	4
2)	Le Prêt à taux zéro :	4
C)	Une production de l'ensemble des prêts conventionnés en baisse par rapport à 2010.	5
D)	Forte progression des acquisitions dans l'ancien.....	6
E)	Plus de la moitié des PC sont des PAS.	8
F)	Evolution des parts de marché.....	10
G)	Une part de PC à taux variable toujours basse.....	12
H)	Un montant moyen prêté en augmentation, mais avec des grandes disparités.	13
1)	Comparaison par type d'opération.....	13
2)	Comparaison par type de taux	15
3)	Comparaison PAS et non PAS.....	16
I)	Une baisse du nombre de PC éligibles à l'APL.....	17
J)	Les montants effectivement versés augmentent.	18
K)	Hausse des amortissements et des remboursements anticipés.	19
L)	L'encours des prêts : 64 milliards d'euros.....	20
	ANNEXES.....	22

PRETS CONVENTIONNES STATISTIQUES

ANNEE 2011

Avertissement : les statistiques sur les prêts PAS issues des déclarations des prêts conventionnés ne sont pas directement comparables aux statistiques issues de la base de données du FGAS, ni à celles émises par la Banque de France dans la double mesure où la procédure de déclaration n'est pas la même et où les statistiques PC donnent les renseignements pour les « autorisations » et les « versements »¹ de prêts alors que les deux autres sources (FGAS et Banque de France) indiquent les « mises en force » .

Production de l'année 2011 : 96 671 prêts pour 10.0 milliards d'euros

Rappel 2010 : 114 781 prêts pour 11.31 milliards d'euros

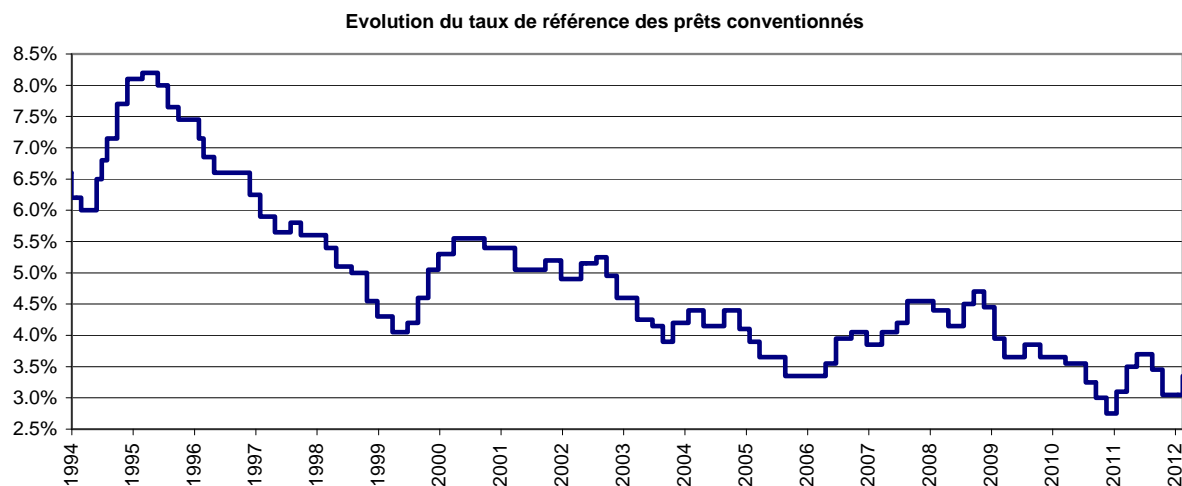
Rappel 2009 : 88 083 prêts pour 8.54 milliards d'euros

Encours des PC à la fin du 4e trimestre 2011 : 64.4 milliards d'euros

Rappel 2010 : 61.2 milliards d'euros

Rappel 2009 : 58.5 milliards d'euros

A) Des taux toujours bas.



¹ Rappel de quelques définitions :

Les « autorisations » sont (en effectif ou en montant) les prêts ayant fait l'objet de l'émission d'une offre pendant la période sous revue.

Les « versements » (encore appelés « affaires nouvelles ») sont les sommes effectivement mises à la disposition de l'emprunteur pendant la période sous revue.

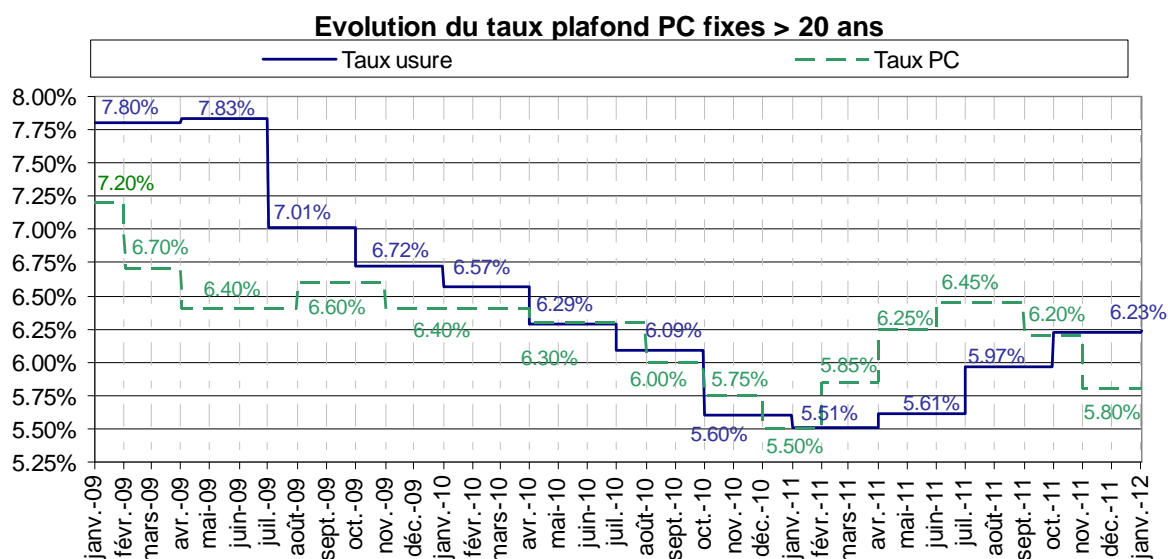
Enfin les « mises en force » sont les crédits ayant fait l'objet au cours de la période sous revue, d'un premier versement effectif au bénéficiaire du prêt, quel que soit le montant de ce décaissement. Les crédits sont déclarés en une seule fois, pour le montant total accordé, dès le premier versement, quel que soit le rythme adopté ou prévu pour les versements ultérieurs.

Le taux de référence a baissé tout au long de l'année 2010 : partant de 3.65% au début de l'année, il atteint le taux historiquement bas de 2.75% du 1^{er} décembre 2010 au 1^{er} mars 2011 (il faut revenir à la période septembre 2005 - avril 2006 pour trouver le minimum précédent, de 3.35%). A cette date, il remonte à 3.10%, puis 3.50% à compter du 1^{er} avril et 3.70% au 1^{er} juin, mais 2011 se poursuit par une nouvelle baisse des taux : 3.45% au 1^{er} septembre et 3.05% depuis le 1^{er} novembre.

Rappels :

1. Les marges appliquées au taux de référence pour obtenir les taux plafonds sont de 2.3% pour les PC à taux variable quelque soit la durée et pour ceux à taux fixe d'une durée inférieure ou égale à 12 ans, 2.5% pour ceux d'une durée comprise entre 12 et 15 ans, 2.65% pour ceux d'une durée comprise entre 15 et 20 ans et 2.75% pour ceux d'une durée supérieure à 20 ans.
2. Les taux pratiqués, majorés des divers éléments composant le T.E.G., ne doivent pas dépasser le seuil de l'usure en vigueur.
3. La base des prêts conventionnés ne permet pas de connaître les taux pratiqués par les établissements.

Le graphique suivant montre que le taux plafond des PC à taux fixe d'une durée supérieure à 20 ans est resté supérieur au taux d'usure pour le 3^e trimestre 2010, le taux d'usure se situait à 6.29%, pour un taux plafond PC à 6.30%. La situation se reproduit en octobre et novembre 2010 (avec un taux d'usure à 5.60% pour un taux PC à 5.75%) et sur une grande partie de l'année 2011, de février à fin septembre.



B) Les changements de l'année

1) Les PAS.

Pour les offres de prêt émises en 2011, les plafonds de ressources pour l'obtention d'un prêt PAS sont les suivants :

- Pour les offres émises entre le 1er janvier et le 31 mai 2011 :

NOMBRE DE PERSONNES destinées à occuper le logement	ZONE A	ZONE B OU C
1	22 113 €	19 225 €
2	33 048 €	25 673 €
3	43 323 €	30 874 €
4	51 725 €	37 272 €
5	61 542 €	43 846 €
6	69 250 €	49 414 €
Par personne supplémentaire	7 715 €	5 512€

- Pour les offres émises à compter du 1^{er} juin 2011,

NOMBRE DE PERSONNES destinées à occuper le logement	ZONE A	ZONE B1	ZONE B2	ZONE C
1	25 500 €	21 500 €	20 000 €	18 500 €
2	35 700 €	30 100 €	28 000 €	25 900 €
3	43 350 €	36 550 €	34 000 €	31 450 €
4	51 000 €	43 000 €	40 000 €	37 000 €
5	58 650 €	49 450 €	46 000 €	42 550 €
6	66 300 €	55 900 €	52 000 €	48 100 €
7	73 950 €	62 350 €	58 000 €	53 650 €
8 et +	81 600 €	68 800 €	64 000 €	59 200 €

Pour mémoire, les plafonds de ressources des PAS avaient été modifiés à partir du 1^{er} janvier 2010 pour s'aligner sur ceux des PLUS, alors qu'ils l'étaient sur ceux du NPTZ pour la période du 1^{er} novembre 2008 au 31 décembre 2009.

2) Le Prêt à taux zéro :

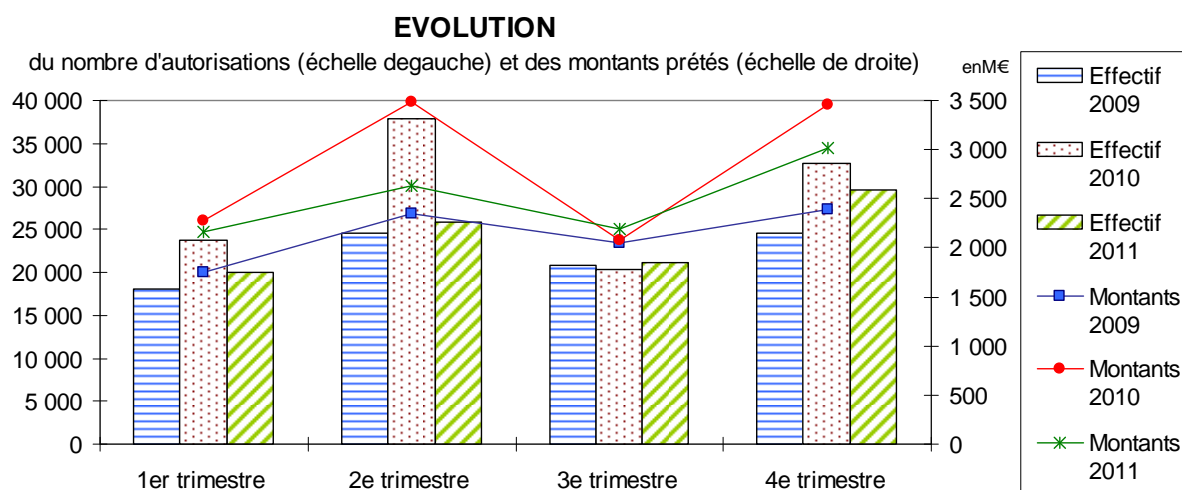
- L'article 90 du PLF2011 organise l'arrêt (par étape) du PTZ et l'arrêt du crédit d'impôt TEPA, ainsi que l'entrée en vigueur du PTZ+ au 1er janvier 2011, sans condition de ressources.
- La fin de la TVA réduite attachée au Pass-foncier est pour sa part prévue par l'article 94.

- L'article 86 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 parue au JO du 29 décembre 2011 recentre le PTZ+ dans le neuf et instaure des plafonds de ressources pour les offres de prêt émises à compter du 1^{er} janvier 2012.

C) Une production de l'ensemble des prêts conventionnés en baisse par rapport à 2010.
(Annexe 1)

L'ensemble de la production des prêts conventionnés baisse de 15.8% pour l'effectif et de 11.6% en montant par rapport à la très forte production de l'année 2010 mais augmente respectivement de 9.7% et 17.2% par rapport à 2009.

Seul le 3e trimestre a vu le nombre de prêts conventionnés légèrement supérieur à ceux de 2010 (+3.6%) et également à celui de 2009 (+1.5%). Les autres trimestres sont plus faibles qu'en 2010, mais plus élevés que 2009. Pour mémoire, l'année 2010 avait vu la fin du strict doublement dans le neuf pour le NPTZ (maintien d'une multiplication par 1.5) et explique sans doute que le 3^{ème} trimestre 2010 soit faible, car enregistrant le contrecoup du second trimestre.

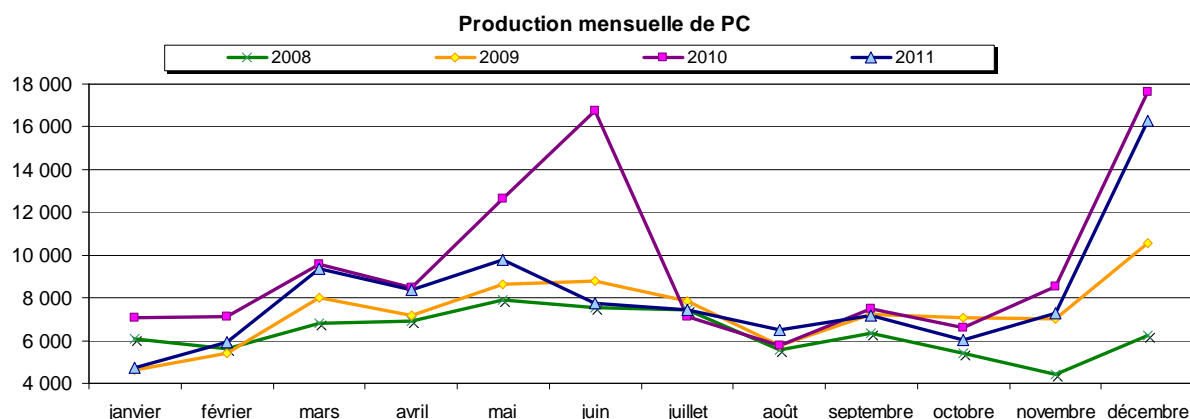


En 2010, la production avait connu 2 pics :

- au mois de juin, dernier mois du strict doublement dans le neuf du NPTZ (+90% par rapport à juin 2009)
- en décembre (+67.1% par rapport à décembre 2009), qui coïncidait avec l'extinction du crédit d'impôt de déduction des intérêts d'emprunt (« dispositif TEPA ») ainsi que la disparition de plusieurs dispositifs liés au NPTZ (majoration dans le neuf issue du plan de relance, majoration ENL et PASS Foncier)

Pour l'année 2011, la production mensuelle est relativement stable, à l'exception de décembre qui est beaucoup plus élevée que les autres mois, ce qui correspond à la fin du PTZ+ dans sa version 2011. Le

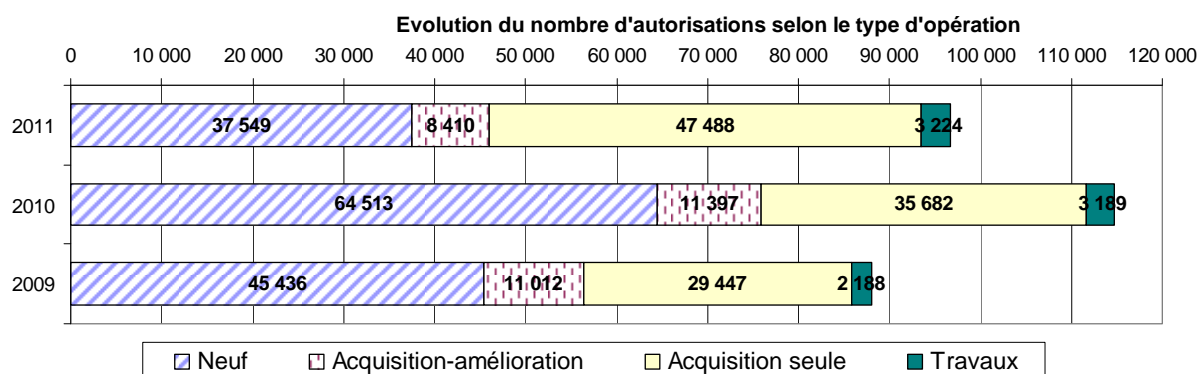
nombre de prêts conventionnés autorisés au mois de décembre 2011 est inférieur de 7.5% à celui de 2010 mais supérieur de 54.6% à celui de 2009.



D) Forte progression des acquisitions dans l'ancien.

(cf. Annexe 3)

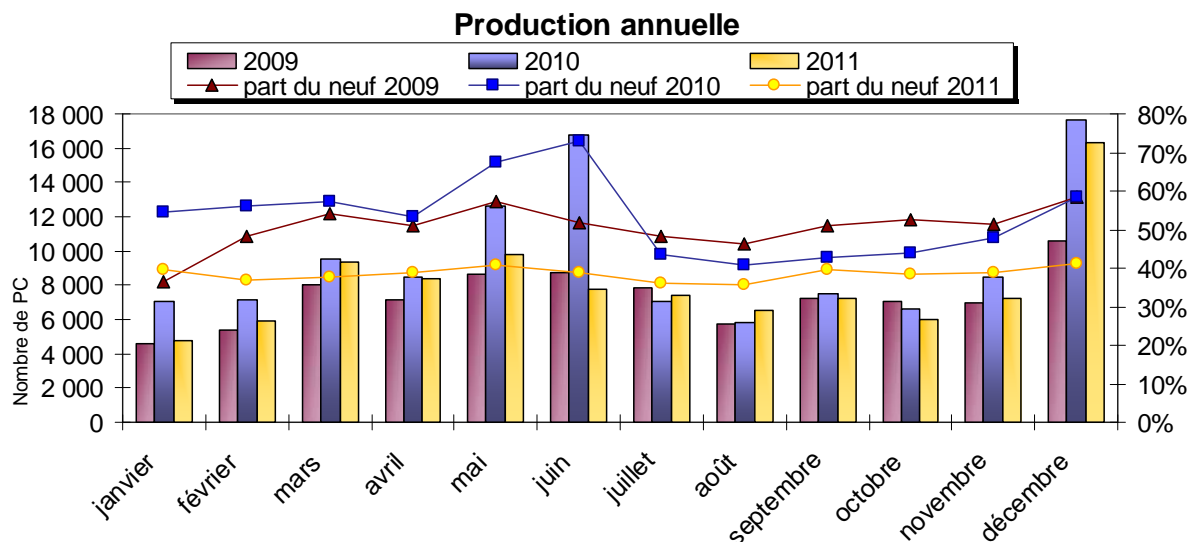
Le nombre d'acquisitions dans l'ancien, financées par un PC, augmente de 18.7% par rapport à 2010 et de 38.2% par rapport à 2009. Cette progression est due à l'ancien sans travaux, dont le nombre s'accroît de 33.1% par rapport à 2010 et de 61.3% par rapport à 2009, à l'inverse les prêts pour acquisition dans l'ancien avec amélioration diminuent respectivement de 26.2% et 23.6% par rapport à 2010 et 2009. Les acquisitions seules représentent 49.1% (contre 31.1% en 2010 et 33.4% en 2009) des opérations financées par un PC, les acquisitions avec amélioration 8.7% (9.9% en 2010 et 12.5% en 2009).



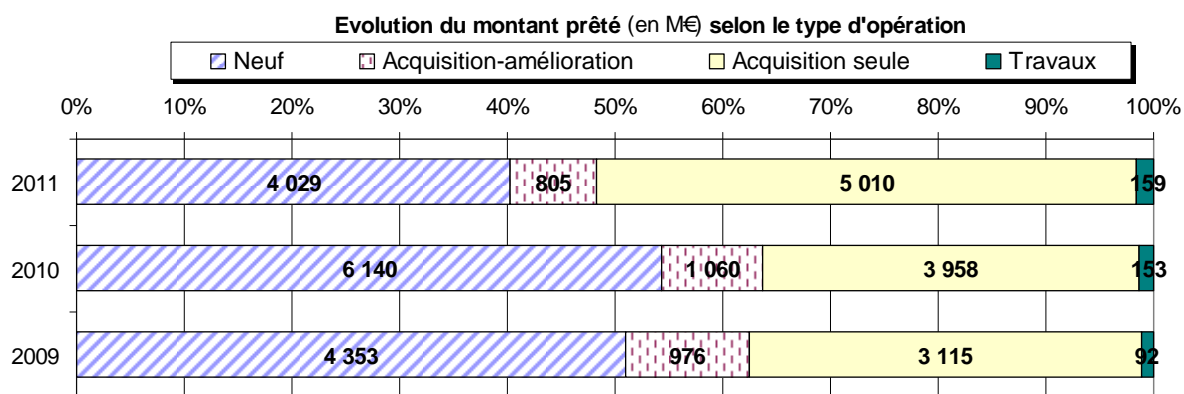
Les prêts conventionnés destinés aux travaux restent marginaux (3.3% de la production).

Le nombre de prêts conventionnés dans le neuf est en baisse de 41.8% par rapport à 2010, année de très forte production en général et plus particulièrement dans le neuf, et de 17.4% par rapport à 2009. La part du neuf n'est plus que de 38.8% (56.2% en 2010 et 51.6% en 2009). Elle est restée

relativement stable au cours de l'année 2011, contrairement à l'année précédente où elle était montée à 67.3% en mai et 73.1% en juin, (juste avant la fin du strict doublement du NPTZ) et 58.3% en décembre 2010.

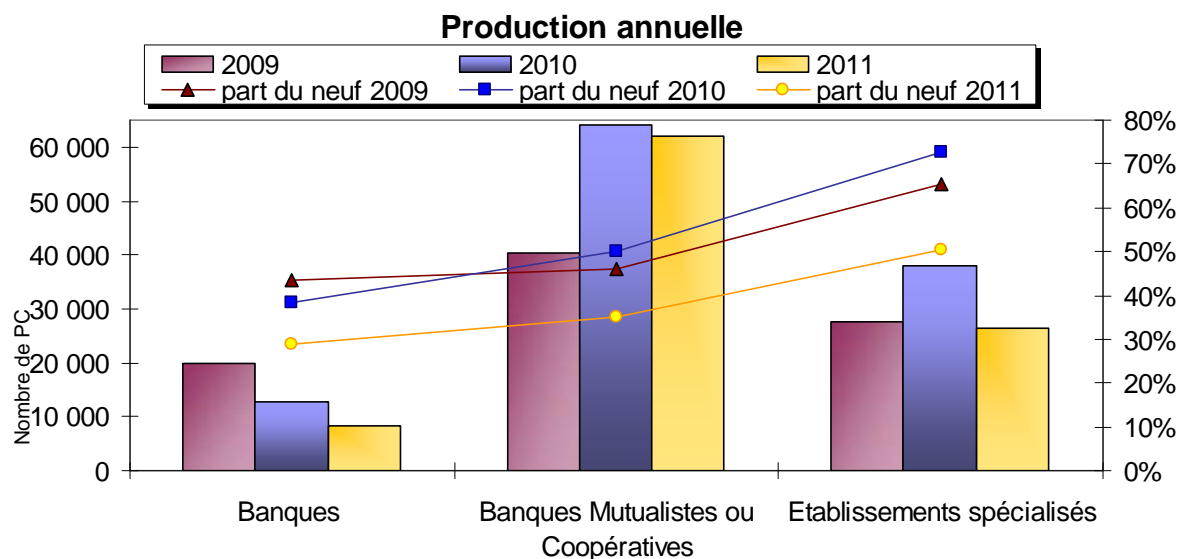


Concernant les montants distribués, ils sont en hausse pour l'acquisition seule de 26.6% par rapport à 2010 et de 60.8% par rapport à 2009. Ceux pour le neuf diminuent de 34.4% par rapport à 2010 et de 7.4% par rapport à 2009, ceux des acquisitions avec amélioration respectivement de 24.1% et 17.6%. (L'étude du montant moyen prêté par type d'opération est faite page 13)

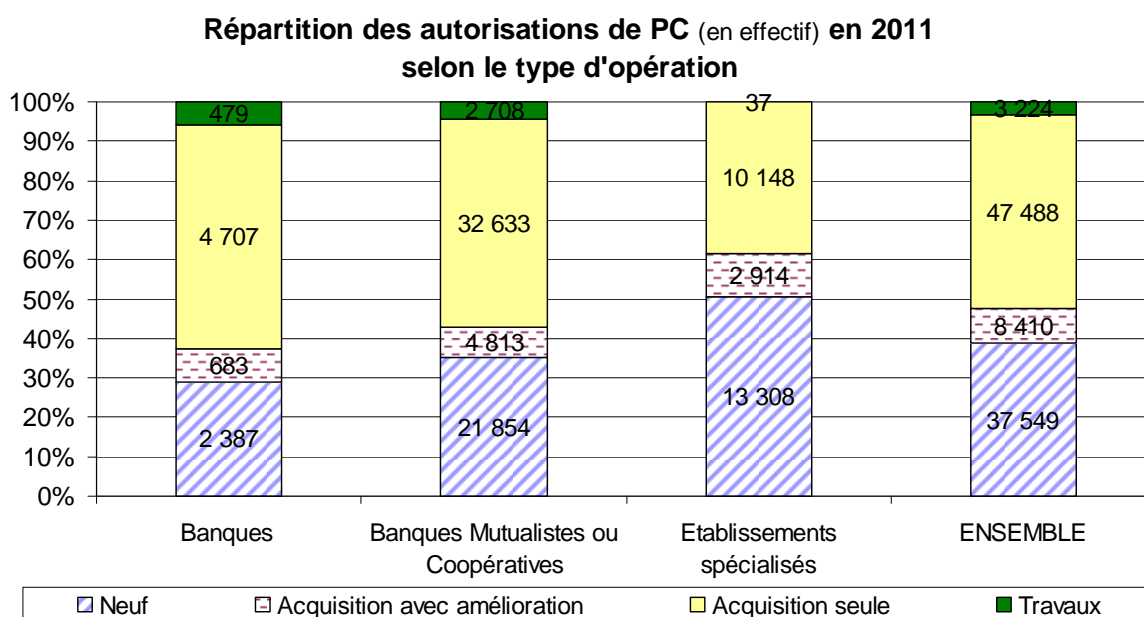


Les graphiques suivants montrent que la ventilation par type d'opération est différente selon la catégorie d'établissement de crédit².

La part du neuf reste majoritaire pour les établissements spécialisés en atteignant 50.4% tandis qu'elle se situe à 35.2% pour les banques mutualistes ou coopératives et 28.9% pour les banques. En 2009, ces valeurs étaient respectivement de 72.7%, 50.0% et 38.4% en 2010 et de 65.4%, 46.2% et 43.3%..



On constate également que les banques et les banques mutualistes ou coopératives distribuent plus de prêts conventionnés pour les acquisitions seules que pour le neuf. La proportion de PC concernant les acquisitions seules y atteint respectivement 57.0% et 52.6% (contre 38.4% chez les établissements spécialisés).



E) Plus de la moitié des PC sont des PAS.

(cf. Annexe 4)

En 2011, les PAS³ représentent 59.6% des prêts conventionnés et 53.6% des montants prêtés (respectivement 65.5% et 59.3% en 2010).

² La liste des établissements est consultable en annexe 6

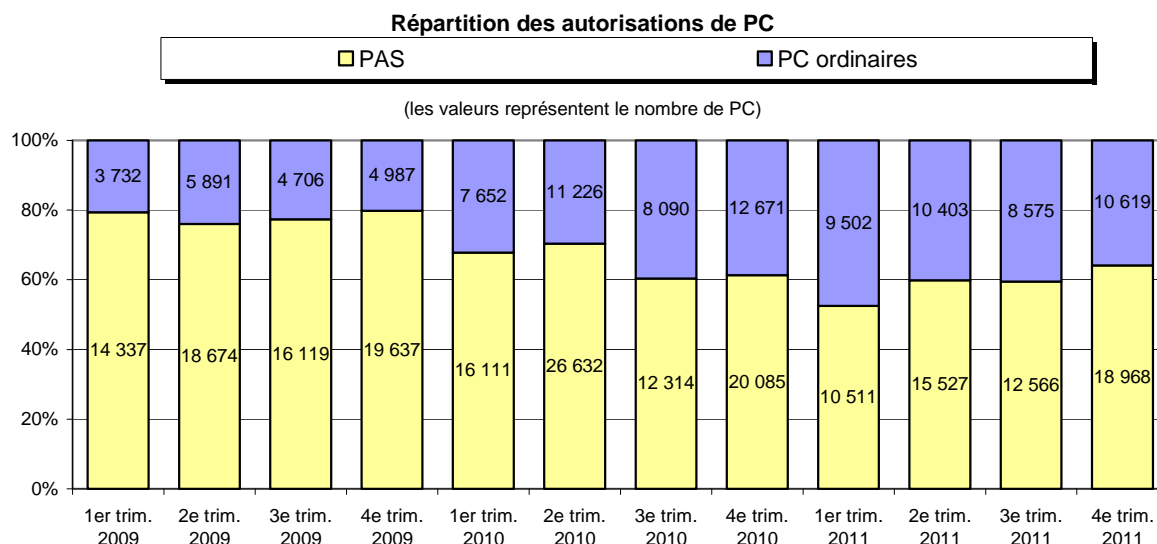
³ Un établissement ayant corrigé à partir de janvier 2010 ses déclarations concernant les prêts garantis par le FGAS, sans reprendre l'historique, les données des années précédentes ne sont pas rigoureusement comparables, la production de PAS avant 2010 étant surévaluée pour les établissements mutualistes ou coopératifs. Les

	Ensemble		PAS		Non PAS	
	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€
2011	96 671	10 002	57 572	5 357	39 099	4 645
2010	114 781	11 311	75 142	6 711	39 639	4 600

Le nombre de PAS baisse de 23.4% en 2011, celui de PC ordinaires de 1.4%. Concernant les montants prêtés, ils chutent de 20.2% pour les PAS et progressent de 1.0% pour les non PAS.

A titre indicatif, la base FGAS⁴ contient 56 380 PAS émis pour un montant de 5 160M€ pour l'année 2011, 69 127 PAS émis pour un montant de 6 1795M€ pour l'année 2010 et 59 940 PAS pour un montant de 5 575M€ en 2009.

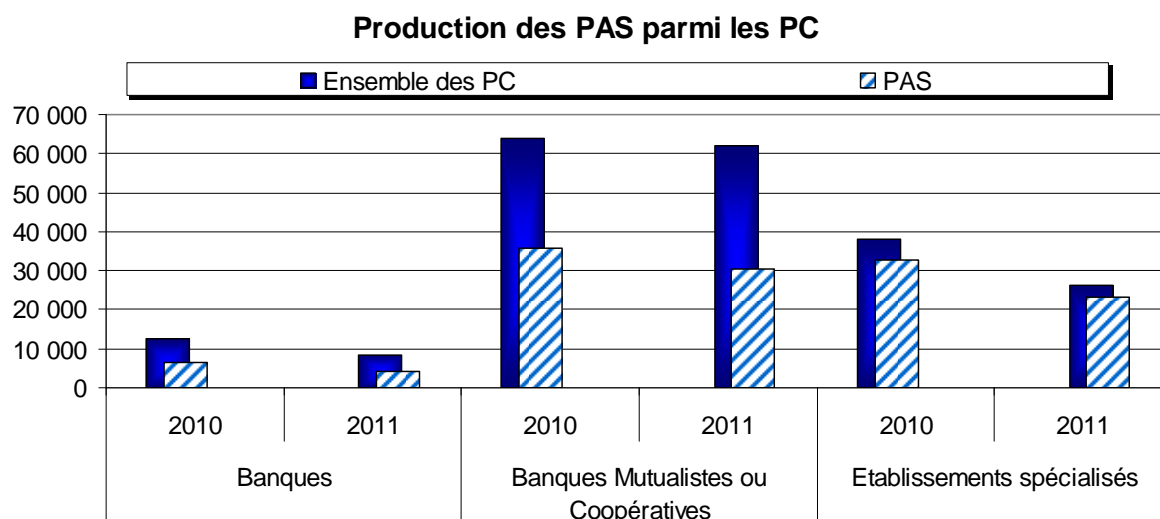
L'analyse détaillée par trimestre montre que la répartition PAS / PC ordinaires se situe à 52.5% au 1^{er} trimestre puis 59.9% et 59.4% au 2^e et 3^e trimestre et remonte à 64.1% pour le dernier trimestre.



Chez les établissements spécialisés, la proportion de PAS parmi les PC atteint 88.0% cette année contre 86.4% l'année précédente. Chez les autres distributeurs, les PAS ne sont plus majoritaires parmi les PC : 48.4% chez les banques (51.1% en 2010) et 48.9% chez les banques mutualistes ou coopératives (55.9% en 2010)

modifications de données de cet établissement ont entraîné une baisse de 10% sur la production globale des PAS de l'année 2010.

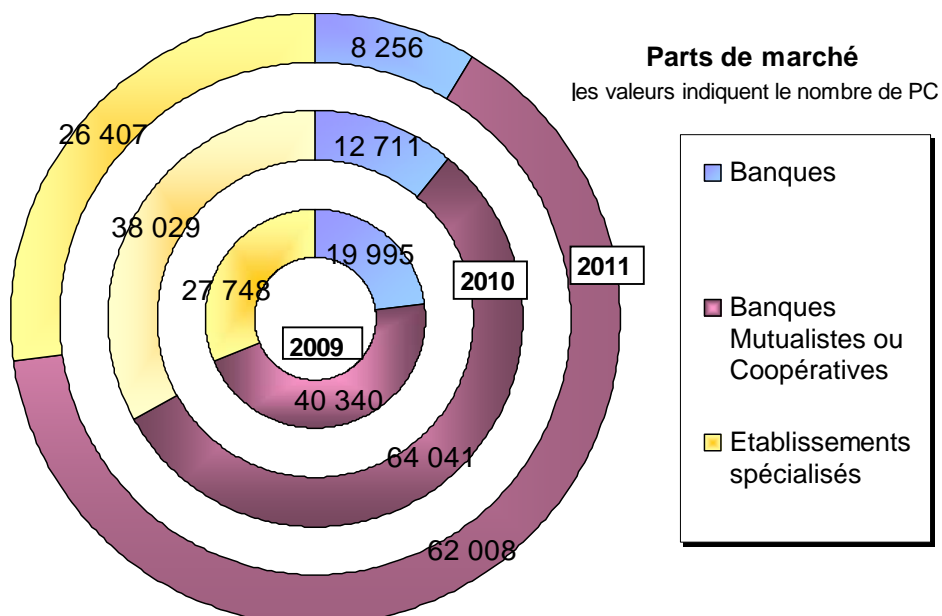
⁴ Base FGAS avec les déclarations reçues au 16 juillet 2012 qui sont loin d'être définitives (elles ne le sont en général qu'au bout d'environ deux ans), il n'est donc pas anormal que le nombre de PAS reçus au titre des déclarations PC soit supérieur à celui déduit des déclarations FGAS sur les deux années civiles les plus récentes.



Plus de la moitié des PAS (52.7%) sont produits par les banques mutualistes ou coopératives, 40.4% par les établissements spécialisés et 6.9% par les banques.

F) Evolution des parts de marché. (Annexe 2)

En octroyant 64.1% des prêts conventionnés de l'année 2011, les banques mutualistes ou coopératives restent le plus gros distributeur de prêts conventionnés, elles gagnent ainsi 8.3 points de part de marché après en avoir pris 10 l'année précédente. Les établissements spécialisés perdent 5.8 points cette année. De même les banques perdent 2.6 points.



En ce qui concerne les PAS, les banques mutualistes ou coopératives accordent plus de la moitié de la production (52.7%), les établissements spécialisés en autorisent 40.4% tandis que les banques ne distribuent que 6.9% des PAS.

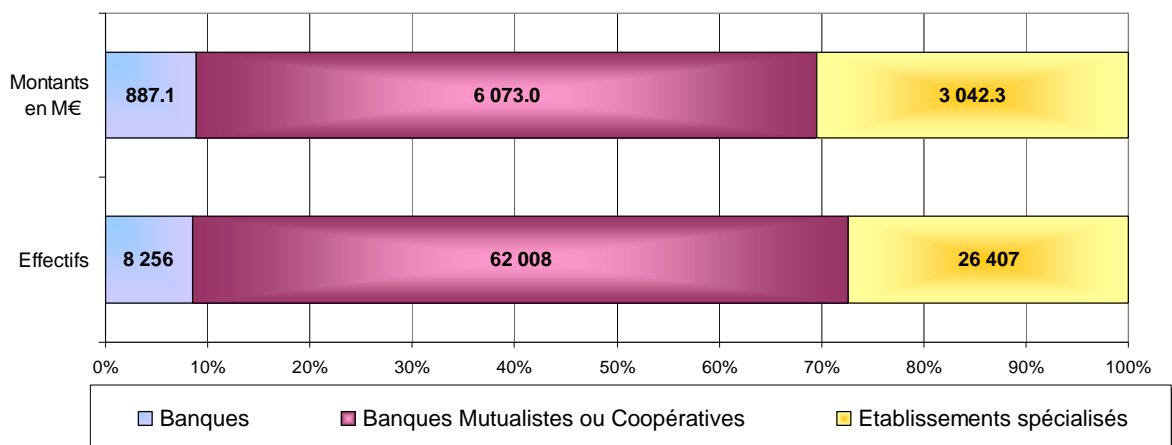
Parts de marché calculées en nombre d'autorisations

	Ensemble des PC			PAS seuls		
	2010	2011	Évolution	2010	2011	Évolution
Banques	11.1%	8.5%	↘	8.7%	6.9%	↘
Banques mutualistes ou coopératives	55.8%	64.1%	↗	47.6%	52.7%	↗
Etablissements spécialisés	33.1%	27.3%	↘	43.7%	40.4%	↘
TOTAL	100.00%	100.00%		100.0%	100.0%	

Alors que la baisse de la production globale des PAS est de 23.4% pour les effectifs et de 20.2% pour les montants, celle des banques mutualistes ou coopératives est respectivement de 15.3% et 15.8%, celle des établissements spécialisés de 29.2% et 19.8%.et les banques diminuent de 38.5% du point de vue des effectifs et de 39.9% pour les montants.

La répartition des autorisations de prêts conventionnés selon les types de prêteurs varie légèrement selon qu'il s'agisse des effectifs ou des montants prêtés. La différence tient à ce que les établissements de crédit spécialisés distribuent des prêts d'un montant moyen nettement plus élevé que celui des banques mutualistes ou coopératives. En effet, le montant moyen prêté varie de 97 940 € pour les banques mutualistes ou coopératives (en hausse de 3.4% par rapport à 2010) à 115 210 € pour les établissements spécialisés (+12.7% par rapport à l'année précédente) ; il se situe à 107 450 €pour les banques (en hausse de 0.7%).

Production 2011 selon les prêteurs



G) Une part de PC à taux variable toujours basse.

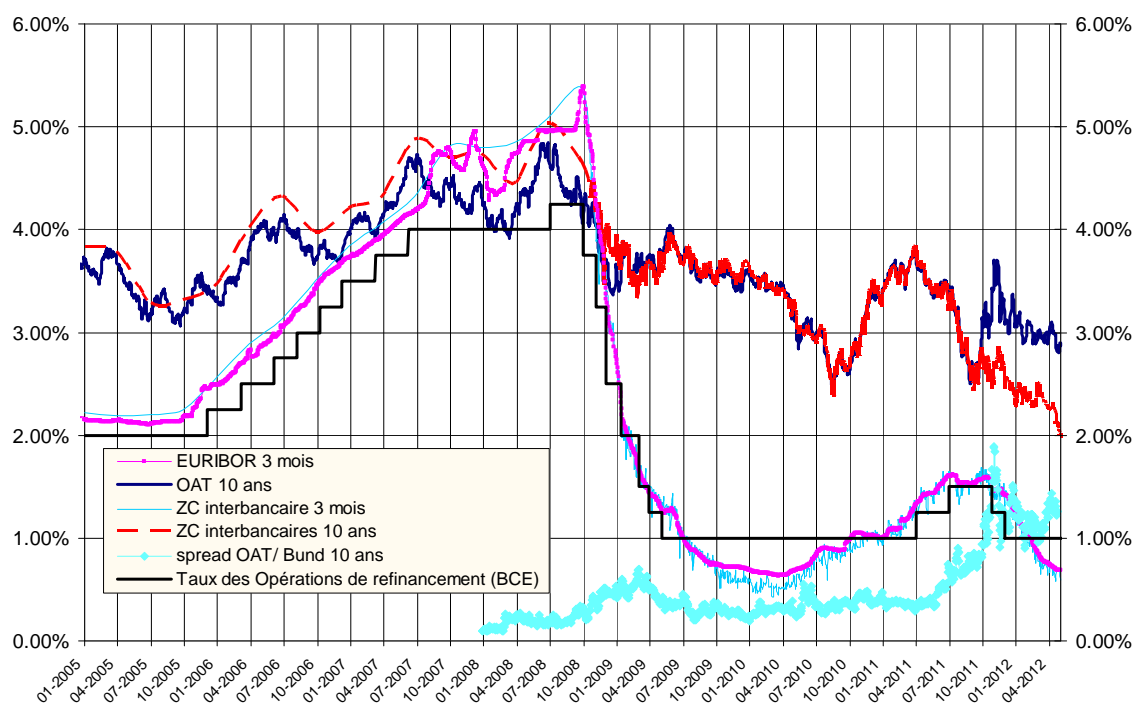
(cf. Annexe 1)

Les prêts conventionnés à taux variable sont en baisse de 26.3% pour les effectifs et de 24.6% pour les montants prêtés par rapport à 2010 (pour une production globale en baisse de respectivement 15.8% et 11.6%) mais en hausse de 16.4% et 18.9 % par rapport à 2009 (pour une production globale en hausse de respectivement 9.7% et 17.2%). Sur ces mêmes périodes, les PC à taux fixe baissent entre 2010 et 2011 de 15.2% en effectif et de 11.1% en montant mais sont en hausse respectives de 9.4% et 16.6% par rapport à 2009.

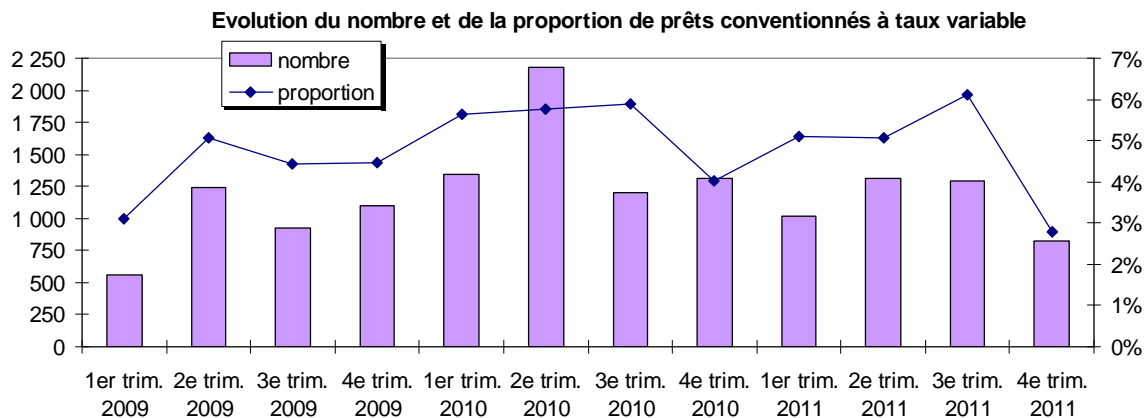
Les PC à taux révisable représentent 4.6% des PC autorisés au cours de l'année 2011, tandis qu'ils étaient 5.3% l'année précédente et 4.3% en 2009, pour mémoire leur proportion était de 30.3% en 2008 et 40.0% en 2007

On observe un phénomène similaire dans la base des seuls prêts garantis où la part des PAS émis à taux variable se situe à 3.7% en 2011, 4.0% en 2010 et 3.7% en 2009, 13.2% en 2008 et 31.5% en 2007.

Une explication à ce phénomène tient peut-être au fait que compte tenu de ce que les durées des prêts restent sur les niveaux historiquement les plus élevés qui aient jamais été pratiqués en France, la majorité des acteurs évitent d'ajouter de surcroît l'incertitude qui résulterait de la variabilité des taux d'intérêt dont l'index le plus fréquemment utilisé (Euribor 3 mois ou 1 an) est à son niveau le plus bas, ce qui rend à peu près certaine une réévaluation à venir sur une très longue durée.



Comme l'indique le graphique suivant, la part des PC à taux révisable était au plus bas au 1^{er} trimestre 2009 (3.1%). Par la suite, la tendance est plutôt à la hausse, avec à nouveau un point bas au 4^e trimestre 2010, période de forte production de prêts conventionnés. Au cours de l'année 2011, la proportion baisse fortement le dernier trimestre pour se situer encore plus bas à 2.8%.



Les établissements n'ont pas tous le même comportement pour la distribution des prêts conventionnés à taux révisable : les banques mutualistes ou coopératives ont tendance à accorder un peu plus des PC à taux révisable (5.9% sur l'année contre 7.9% en 2010) tandis que ce type de prêt est presque marginal dans les banques (1.9% contre 3.0% en 2010) ainsi que pour les établissements spécialisés (2.3% de la production contre 1.6% en 2010).

Cette particularité des banques mutualistes se retrouve dans la base des prêts à 0% où 4.4% des PC associés à un PTZ+ sont à taux variables en 2011, contre, respectivement, 1.6% et 0.7% pour les établissements spécialisés et les banques.

A titre indicatif, dans la base FGAS, 4.5% des PAS des banques mutualistes sont à taux variable pour 2.8% des PAS des établissements spécialisés et 2.3% des banques.

H) Un montant moyen prêté en augmentation, mais avec des grandes disparités.

Le montant moyen atteint 103 470 € cette année, en progression de 5.0% par rapport à l'année précédente et de 6.8% par rapport à 2009.

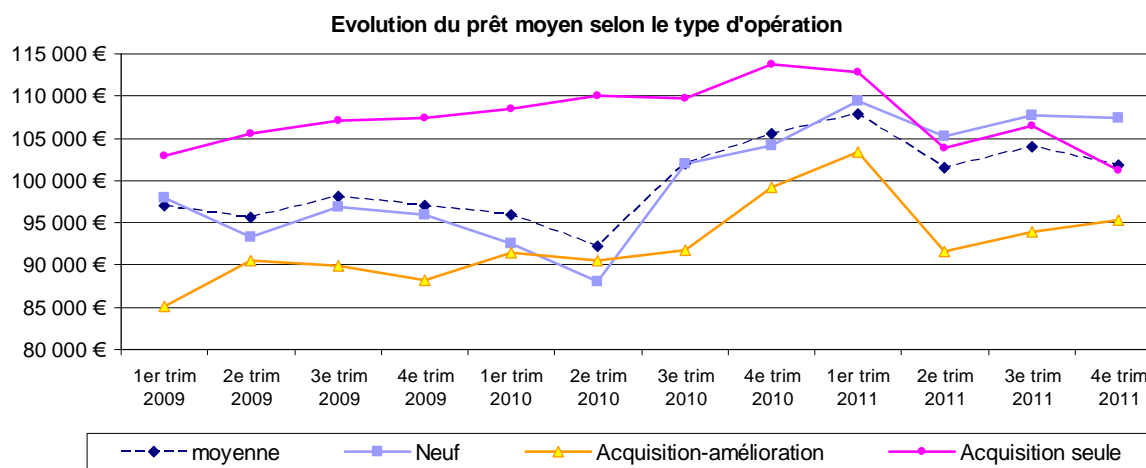
1) Comparaison par type d'opération

Le montant moyen pour le neuf augmente de 12.7% par rapport à 2010 et de 12.0% par rapport à 2009. Dans l'ancien, le montant moyen pour l'acquisition avec amélioration est en hausse de 2.9% par rapport à 2010 et de 8.0% par rapport à 2009, tandis que celui de l'acquisition seule baisse de 4.9% par rapport à 2010 et de 0.3% par rapport à l'année 2009.

Montants moyens selon le type d'opération :

	Ensemble	Neuf	Acquisition-amélioration	Acquisition seule	Travaux
2011	103 470 €	107 290 €	95 710 €	105 490 €	49 410 €
2010	98 540 €	95 180 €	93 010 €	110 910 €	47 970 €
2009	96 910 €	95 800 €	88 660 €	105 770 €	42 220 €
<i>Évolution 2011/2010</i>	<i>5.0%</i>	<i>12.7%</i>	<i>2.9%</i>	<i>-4.9%</i>	<i>3.0%</i>

Compte tenu du faible nombre de prêts conventionnés accordés pour les travaux seuls, de 400 à 1000 par trimestre, leur montant moyen prêté n'est pas davantage détaillé dans la suite du paragraphe.



Le graphique ci-dessus, illustrant l'évolution depuis 2009 du montant moyen d'un prêt conventionné par type d'acquisition, montre que :

- Le prêt conventionné octroyé pour financer des acquisitions sans travaux a connu une hausse assez régulière du 1^{er} trimestre 2009 au 4^e trimestre 2010, son écart avec le neuf atteignant près de 22 000 € au 2^e trimestre 2010. A partir du 1^{er} trimestre 2011, le montant moyen a commencé à décroître (l'écart n'étant plus que de 3 400 €), passant au dernier trimestre en dessous de sa valeur minimale du 1^{er} trimestre 2009. Le maintien d'un niveau important d'apport personnel voire sa progression telle qu'on peut la constater sur la base des primo-accédants est peut être en partie responsable de ce repli du montant de prêt conventionné
- Conséquence du point précédent, à compter du 2^e trimestre 2011, une opération dans le neuf nécessite à nouveau le montant le plus élevé de toutes les opérations. Il dépasse 107 000 € au cours des deux derniers trimestres 2011.
- Une opération pour acquisition avec amélioration dans l'ancien reste celle qui nécessite le montant le plus faible (à l'exception du 2^e trimestre 2010, où il est supérieur d'à peine 290 € à celui du neuf).

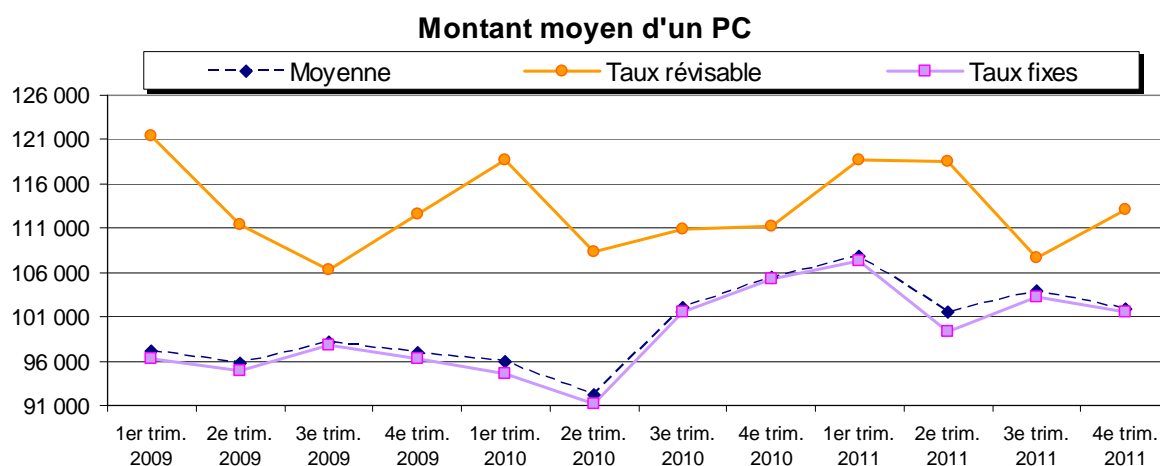
(Dans la base FGAS⁵, on constate également un montant moyen prêté pour les acquisitions seules supérieur à celui d'une opération dans le neuf pour les prêts émis du 1^{er} trimestre 2009 jusqu'au 2^e trimestre 2010. Au 3^e trimestre 2010, ce dernier subit une hausse brutale de 17.7%, soit près de 15 000 € puis une faible baisse (0.9%), mais au 1^{er} trimestre 2011, il progresse à nouveau de 8.8%. On remarque également que le montant moyen prêté pour l'acquisition avec amélioration est, jusqu'au 4^e trimestre 2010, systématiquement le plus faible (en ne tenant pas compte des améliorations seules), mais en 2011, il y a peu de différence entre ces deux montants. Au 4^e trimestre 2011, le montant moyen du neuf se situe environ 15 000 € au dessus de l'ancien (acquisition avec ou sans amélioration).

2) Comparaison par type de taux

Montants moyens selon le type de taux

	Ensemble	Taux fixe	Taux révisable
2011	103 470 €	102 500 €	114 410 €
2010	98 540 €	97 810 €	111 770 €
2009	96 910 €	96 220 €	112 010 €
<i>Évolution 2011/2010</i>	<i>5.0%</i>	<i>4.8%</i>	<i>2.4%</i>

Les PC à taux révisables financent toujours des prêts d'un montant plus élevé que ceux à taux fixe⁶. Entre 2010 et 2011, le montant moyen d'un PC à taux fixe augmente de 4.8% et celui d'un taux révisable de 2.4%. Alors qu'en 2010, l'écart de montant était proche de 14 000 € au profit des taux révisables⁷, il se situe à presque 12 000 € en 2011.



⁵ Rappel : Base FGAS avec les déclarations reçues au 16 juillet 2012 qui sont loin d'être définitives (elles ne le sont en général qu'au bout d'environ deux ans).

⁶ Les prêts « atypiques » (montants déclarés très élevés) ont été exclus pour les calculs concernant les prêts à taux variable.

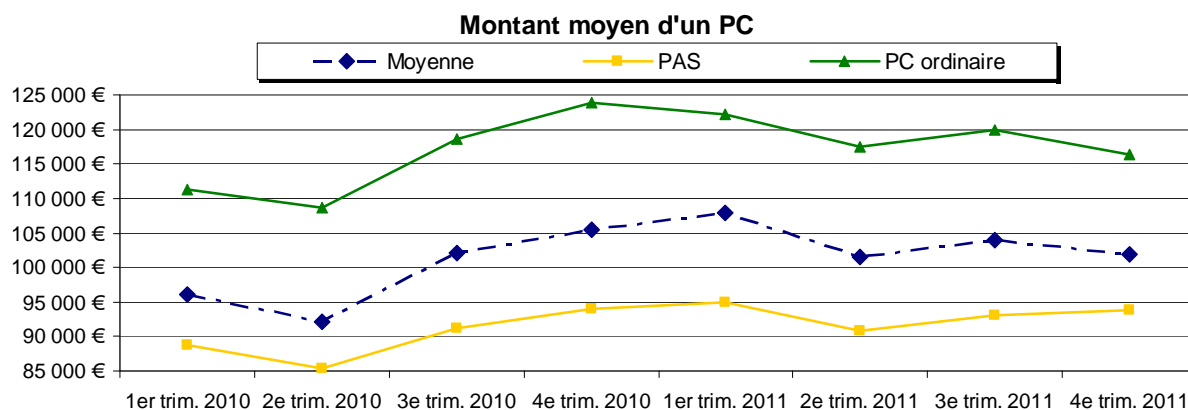
3) Comparaison PAS et non PAS

Sur l'ensemble de l'année 2011, le montant moyen du PAS, en augmentation de 4.2%, reste inférieur à celui des PC ordinaires de 25 760 €

Montants moyens selon le type de prêt :

	Ensemble	PAS	Non PAS
2011	103 470 €	93 050 €	118 810 €
2010	98 540 €	89 310 €	116 040 €
Évolution 2011/2010	5.0%	4.2%	2.4%

L'écart est au maximum au 4^e trimestre 2010 avec 29 800 € puis se resserre pour atteindre 22 560 € au 4^e trimestre 2011.



Un établissement a rectifié ses déclarations concernant les prêts garantis par le FGAS pour l'année 2010 sans reprendre l'historique, les années précédentes ne sont donc pas rigoureusement comparables.

A titre d'information, dans la base FGAS, au 16 juillet 2012, le montant moyen d'un PAS émis en 2009 est de 93 000€, de 89 620€ pour ceux de 2010 et 91 520€ pour 2011, ce qui donnerait les valeurs suivantes :

	Ensemble	PAS	Non PAS
2011	103 470 €	91 520 €	120 190 €
2010	98 540 €	89 620 €	112 050 €
2009	96 910 €	93 000 €	105 230 €

Dans la base des prêts à taux zéro, les prêts PAS associés à un PTZ+ ont un montant moyen de 105 300€ en 2011, et à un NPTZ de 95 050€ en 2010 et de 96 600€ en 2009. Concernant les prêts PC,

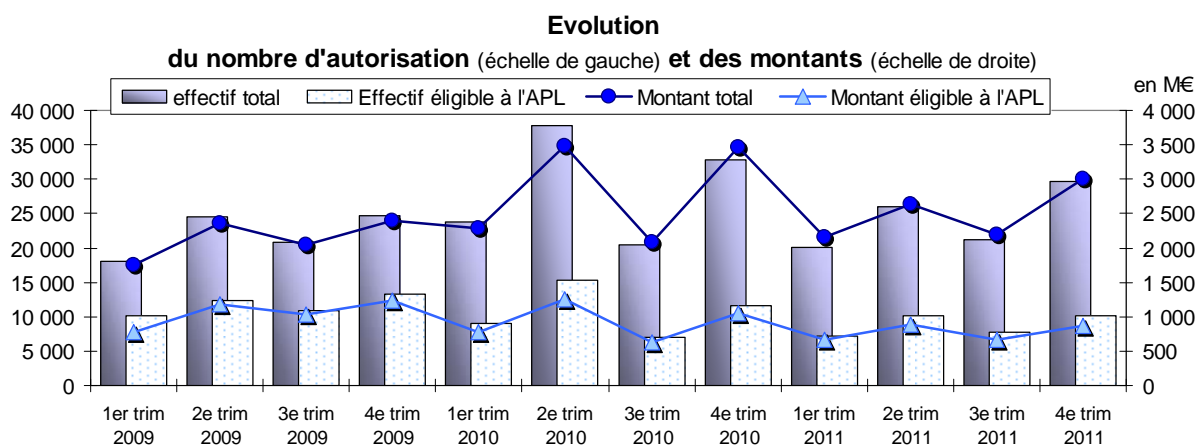
⁷ La base de données PC n'est pas assez renseignée pour permettre d'étudier une corrélation entre montants, durées et taux variables.

le montant moyen est de 124 100€ en 2011, 104 800€ en 2010 et 85 800€ en 2009. Il est rappelé que les bénéficiaires de prêts à 0% sont tous primo-accédants

I) Une baisse du nombre de PC éligibles à l'APL.

(cf. Annexe 1)

Le nombre de PC permettant à l'emprunteur de bénéficier de l'APL⁸ au moment de l'offre de prêt a diminué de 17.6% en un an et de 24.1% sur deux ans. Seulement un peu plus d'un tiers des prêts conventionnés pourront permettre à leur titulaires de bénéficier de l'APL et 30.9% de l'ensemble des montants prêtés (contre respectivement 37.3% et 32.8% pour l'année 2010 et 52.9% et 49.6% pour l'année 2009).



Le montant moyen d'un PC éligible à l'APL est de 87 400 € en hausse de 1.0% par rapport à l'année précédente et celui non éligible de 118 800 €(+2.4% par rapport à 2010)

⁸ Si tous les PC ouvrent potentiellement droit à l'APL, celle-ci n'est pas obligatoirement versée car elle est fonction d'un barème intrinsèque dépendant notamment de la localisation de l'opération et des revenus du ménage : on entend donc ici par « éligibilité à l'APL » le versement effectif d'une APL non nulle pour l'opération considérée.

On note de fortes différences selon les prêteurs :

- Pour les banques, 29.0% des prêts seront éligibles à l'APL, ce qui représente une baisse en effectif de 40.4% rapport à 2010. Cependant il existe de grandes diversités dans les déclarations ; certains établissements ne déclarent aucun ménage bénéficiaire de l'APL. Un établissement donnait 51% de PC bénéficiant de l'APL en 2007 puis 42% en 2008, en déclare 17% en 2009 mais 32% en 2010 et 38% en 2011. A l'opposé, ce pourcentage atteint 100% pour 2010 et 2011 pour un distributeur (contre 81% en 2009, 54% en 2008 et 52% en 2007).
- 38.3% des PC accordés par les banques mutualistes ou coopératives sont concernés par l'APL, contre 43.8% en 2010, 50.8% en 2009, 33.0% en 2008 et 29.6% en 2007. Certains établissements déclarent tous les prêts non éligibles. Un distributeur déclare en 2010 et 2011 environ 90% des emprunteurs pouvant bénéficier de l'APL. Un autre établissement déclarant sa part de prêts bénéficiant d'APL autour de 78% jusqu'à fin 2009 (à l'exception de 2007 et 2008 où elle était autour de 55%); déclare pour 2010, une proportion de 63% qui redescend à 54% en 2011.
- Les établissements spécialisés ont leur part de PC éligibles à l'APL en baisse, passant de 78.2% en 2008 à 77.0% en 2009 et 28.4% en 2010 et 34.8% cette année. Cette proportion est de 35% en 2010 et 42% cette année pour un distributeur qui la déclarait auparavant supérieure à 90%.

Compte-tenu de la dispersion de l'information déclarée, il y a donc lieu de ne pas tirer de conclusions définitives des statistiques concernant l'APL.

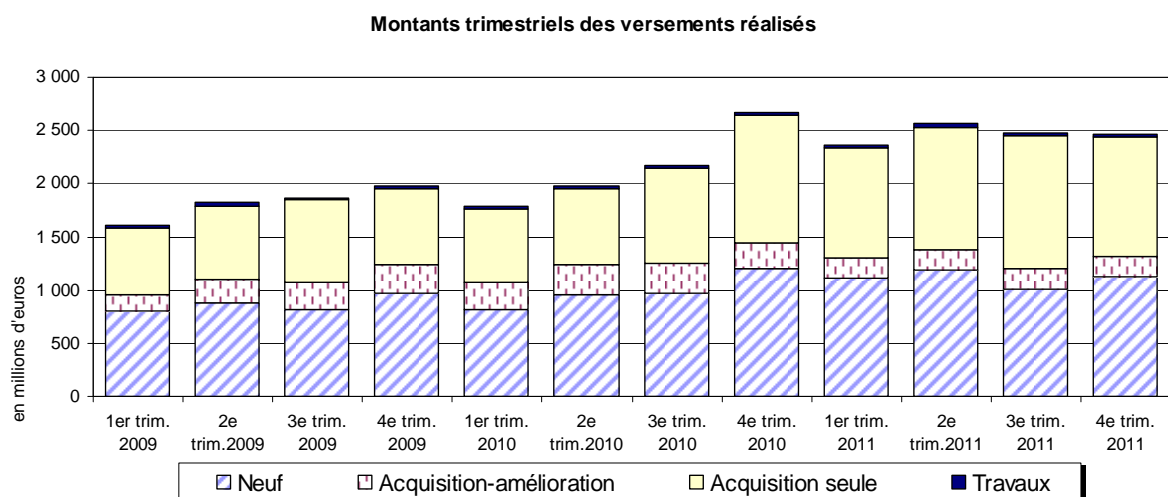
J) Les montants effectivement versés augmentent.

(cf. Annexe 5)

L'ensemble des versements réalisés depuis la fin de l'année précédente (regroupés sous le vocable « affaires nouvelles »), totalise 9 880 M€ pour l'année 2011 (8 612 M€ pour l'année 2010 et, 7 272 M€ pour l'année 2009), soit une augmentation de 14.7% par rapport à l'année précédente et de 35.9% par rapport à 2009. Ces progressions sont les conséquences des délais nécessaires entre les autorisations et les débloques des prêts d'une forte production dans le neuf pour l'année 2010 et dans l'ancien en particulier sans travaux en 2011.

Les versements dans l'ancien sont en hausse 29.3% pour l'acquisition seule mais en baisse de 25.8% pour l'acquisition avec amélioration. Le neuf voit ses affaires nouvelles également en augmentation de 12.1%.

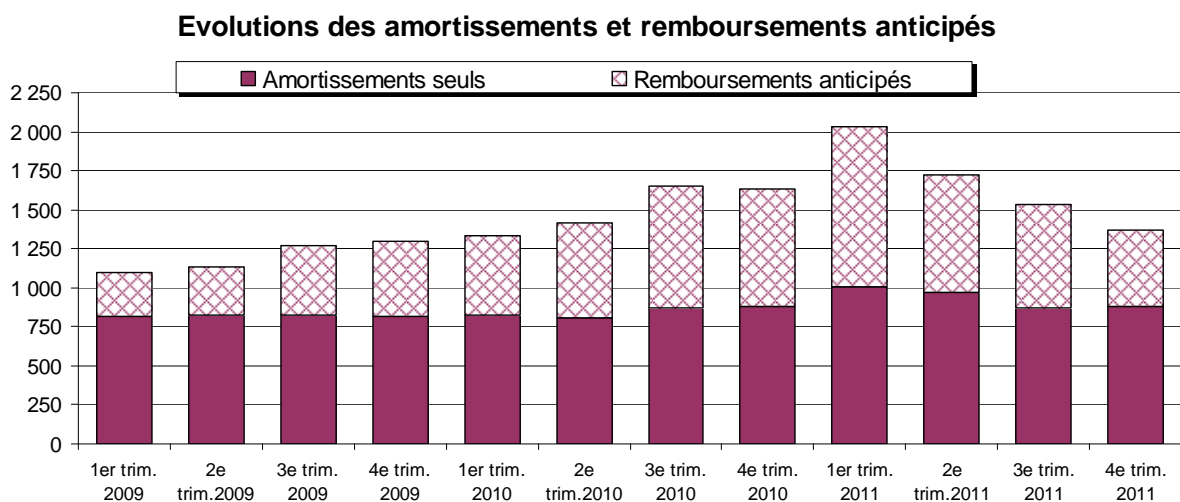
La répartition des versements réalisés, cette année est : 46.1% pour l'acquisition seule, 44.9% pour le neuf, 7.8% pour l'acquisition avec amélioration et 1.3% pour les travaux.



K) Hausse des amortissements et des remboursements anticipés.

(cf. Annexe 5)

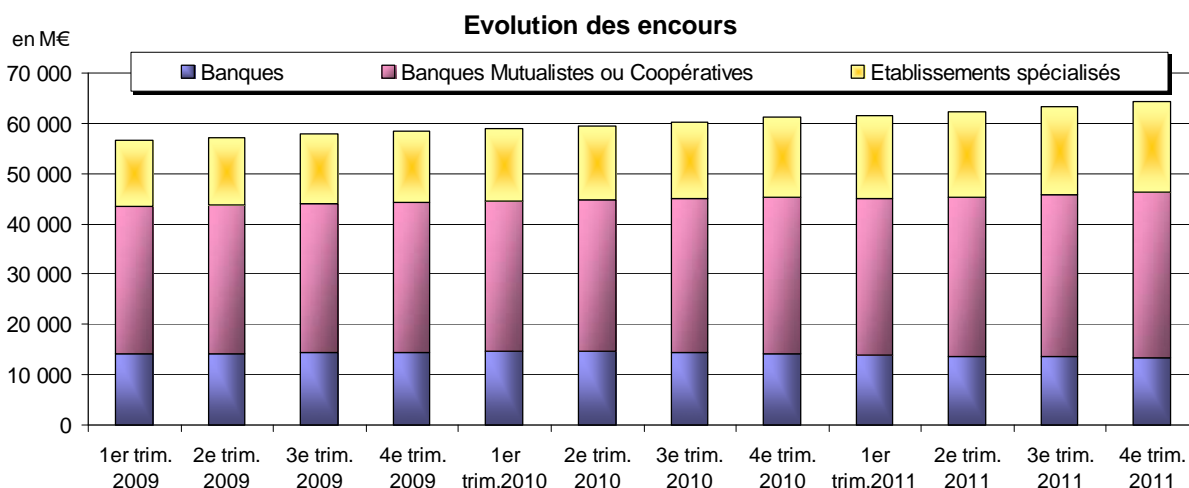
L'ensemble des amortissements (y compris remboursements anticipés et ajustements) totalise 6 662 M€ pour l'année 2011, en hausse de 10.3% par rapport à 2010. Les remboursements anticipés représentent 2 937 M€ soit 44.1% du total des amortissements (contre 43.8% en 2010 et 31.5% en 2009). Ces derniers sont également en augmentation (10.% par rapport à 2010 et 94.4% par rapport à 2009). Par conséquent, les amortissements nets des RA se chiffrent à 3 724 M€ contre 3 392 M€ en 2010 et 3 287 M€ en 2009, ce qui représente une augmentation par rapport à 2010 de 9.8% et de 13.3% par rapport à 2009.



L) L'encours des prêts : 64 milliards d'euros.

(cf. Annexes 1 et 4)

L'encours a augmenté de 5.2% pendant l'année 2011, avec une hausse plus importante chez les établissements spécialisés (+13.8%) et les banques mutualistes ou coopératives (+6.1%). L'encours des banques régressent de 6.3%.

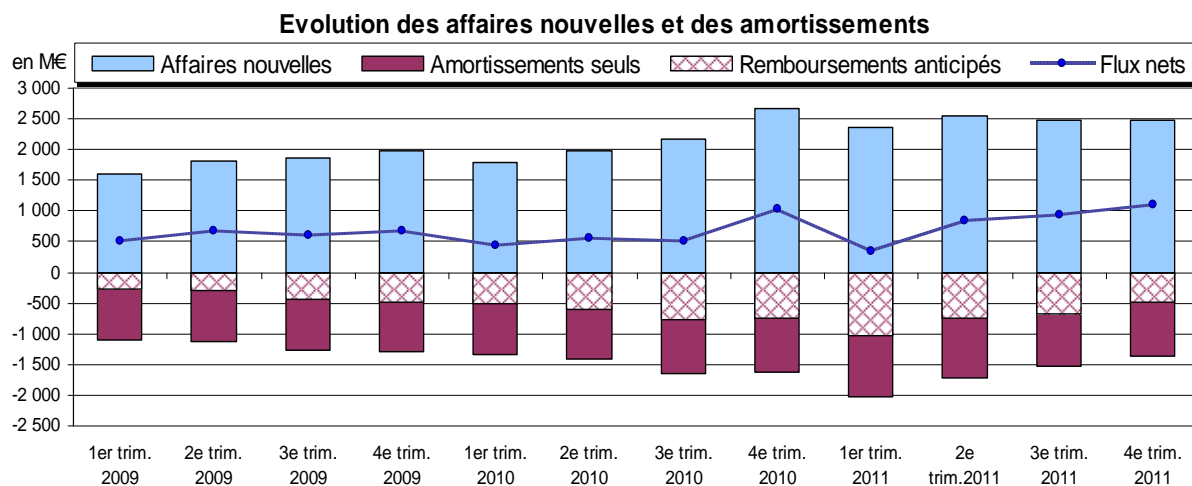


La répartition de l'encours entre les différents prêteurs fin décembre 2011 est un peu modifiée par rapport à l'année précédente (entre parenthèses, les valeurs à fin décembre 2010):

- Banques : 20.8% (23.3%)
- Banques mutualistes ou coopératives : 51.1% (50.7%)
- Etablissements spécialisés : 28.1% (26.0%)

La hausse continue de l'encours s'explique par le fait que les affaires nouvelles sont toujours supérieures aux amortissements. Cette année le flux positif d'encours⁹ est de 3 218 millions d'euros (contre 2 575 millions d'euros en 2010 et 2 474 millions d'euros en 2009).

⁹ Egal à la différence entre Versements et Amortissements (y compris RA)



A la fin de l'année 2011 et comparativement à l'année précédente :

- L'encours des PC avec APL représente 29.9% de l'encours total (-0,9 point).
- L'encours des PAS représente encore plus de la moitié du total (57.8% soit +0.7 points).
- L'encours des PC d'une durée supérieure à 20 ans représente 43.4% de l'encours global, (+3.4 points). Pour mémoire, il représentait 40.0% fin 2010, 37.5% fin 2009, 34.5% fin 2008, 32.8% fin 2007, 26.5% au 4^e trimestre 2006 et 19.6% au 4^e trimestre 2005.

ANNEXES

ANNEXES

Annexe 1 : Situation récapitulative des prêts conventionnés	2
Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs	3
Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations	5
Annexe 4 : Autorisations PC / PAS	7
Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours	8
Annexe 6 : Liste des établissements	10

Annexe 1 : Situation récapitulative des prêts conventionnés

Déclarations reçues au 22/05/12

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

Récapitulatif

M€	Autorisations de Prêt			Flux affectant les encours de prêts			Encours des prêts
	Effectifs	Montant	Montant moyen d'un PC	Versements (1)	Amortissements, RA et ajustements (1)	Flux nets	
2011	96 671	10 002,4	0,103	9 879,6	6 661,6	3 218,0	64 436
4e trimestre	29 587	3 013,4	0,102	2 469,3	1 369,9 (2)	1 099,4	64 436
3e trimestre	21 141	2 197,8	0,104	2 482,4	1 533,7 (2)	948,7	63 337
2e trimestre	25 930	2 633,0	0,102	2 559,9	1 723,5 (2)	836,4	62 388 (3)
1er trimestre	20 013	2 158,2	0,108	2 367,9	2 034,5 (4)	333,4	61 565 (5)
2010	114 781	11 310,8	0,099	8 612,2	6 037,5	2 574,7	61 245
4e trimestre	32 756	3 456,5	0,106	2 671,3	1 634,3 (4)	1 036,9	61 245
3e trimestre	20 404	2 081,6	0,102	2 172,1	1 650,9 (4)	521,1	60 208 (6)
2e trimestre	37 858	3 491,4	0,092	1 982,8	1 416,1 (4)	566,7	59 517
1er trimestre	23 763	2 281,3	0,096	1 786,1	1 336,1 (4)	450,0	58 950
2009	88 083	8 536,0	0,097	7 271,6	4 797,6	2 473,9	58 500
4e trimestre	24 624	2 387,8	0,097	1 975,5	1 293,6 (4)	681,9	58 500
3e trimestre	20 825	2 043,7	0,098	1 869,1	1 270,2 (4)	598,9	57 818
2e trimestre	24 565	2 350,8	0,096	1 820,8	1 132,6 (4)	688,3	57 219 (7)
1er trimestre	18 069	1 753,8	0,097	1 606,1	1 101,2 (4)	504,9	56 525

M€	Ensemble		dont PC éligibles à l'APL		dont PAS (8)		dont PC à taux révisables	
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant
2011	96 671	10 002,4	35 327	3 087,3	57 572	5 357,1	4 458	551,0
4e trimestre	29 587	3 013,4	10 162	866,2	18 968	1 778,3	826	93,4
3e trimestre	21 141	2 197,8	7 726	668,6	12 566	1 169,7	1 293	148,7
2e trimestre	25 930	2 633,0	10 179	886,3	15 527	1 411,2	1 317	187,6
1er trimestre	20 013	2 158,2	7 260	666,2	10 511	998,0	1 022	121,3
2010	114 781	11 310,8	42 845	3 706,7	75 142	6 711,2	6 042	675,3
4e trimestre	32 756	3 456,5	11 542	1 045,3	20 085	1 887,9	1 315	146,1
3e trimestre	20 404	2 081,6	7 015	633,8	12 314	1 122,4	1 203	133,4
2e trimestre	37 858	3 491,4	15 224	1 255,2	26 632	2 271,4	2 182	236,5
1er trimestre	23 763	2 281,3	9 064	772,4	16 111	1 429,5	1 342	159,2
2009	88 083	8 536,0	46 564	4 230,2	68 767	6 581,2	3 825	428,4
4e trimestre	24 624	2 387,8	13 246	1 235,7	19 637	1 867,4	1 097	123,5
3e trimestre	20 825	2 043,7	10 784	1 027,8	16 119	1 556,9	924	98,3
2e trimestre	24 565	2 350,8	12 401	1 183,5	18 674	1 777,9	1 244	138,7
1er trimestre	18 069	1 753,8	10 133	783,1	14 337	1 379,0	560	68,0

(1) Sous toutes réserves, compte tenu des lacunes constatées dans les déclarations de versements et d'amortissements.

Les versements réalisés depuis la fin du trimestre précédent sont également dénommés affaires nouvelles.

(2) Un établissement déclare des rachats de créances, un autre réaffecte des prêts (PC ou PAS) en prêts non réglementés suite à réaménagement .

(3) Erreur d'une société dans la reprise des encours par type de contrat (13 561 K€)

(4) Un établissement déclare des rachats de créances

(5) Un établissement a procédé à une régularisation de 12 679 K€ (prêts en cours de déblocage)

(6) Un établissement a procédé à un ajustement de 169 839K€

(7) Un établissement a procédé à un ajustement de 6 169K€ suite à migration informatique

(8) Un établissement a rectifié depuis janvier 2010 ses déclarations erronées, ce qui entraîne une baisse de 10% sur la production des PAS de l'année 2010, les valeurs antérieures sont surévaluées.

Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs

Déclarations reçues au 22/05/12

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

Autorisations par type de prêteur - Effectifs

	Ensemble	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablissements spécialisés
2011	96 671	8 256	62 008	26 407
	100,0%	8,5%	64,1%	27,3%
4e trimestre	29 587	1 921	16 872	10 794
3e trimestre	21 141	1 970	13 559	5 612
2e trimestre	25 930	2 505	17 653	5 772
1er trimestre	20 013	1 860	13 924	4 229
2010	114 781	12 711	64 041	38 029
	100,0%	11,1%	55,8%	33,1%
4e trimestre	32 756	2 524	18 911	11 321
3e trimestre	20 404	2 815	12 522	5 067
2e trimestre	37 858	3 613	19 914	14 331
1er trimestre	23 763	3 759	12 694	7 310
2009	88 083	19 995	40 340	27 748
	100,0%	22,7%	45,8%	31,5%
4e trimestre	24 624	4 493	12 646	7 485
3e trimestre	20 825	4 780	10 413	5 632
2e trimestre	24 565	6 526	11 156	6 883
1er trimestre	18 069	4 196	6 125	7 748

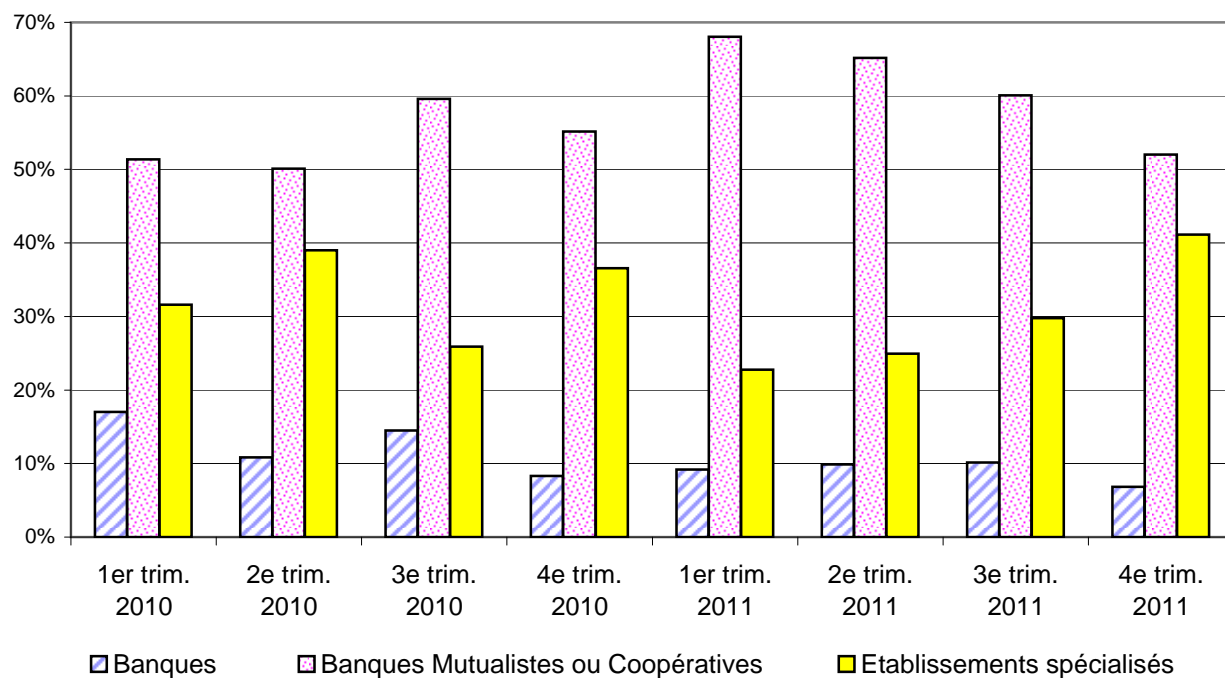
Autorisations par type de prêteur - Montants en M€

	Ensemble	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablissements spécialisés
2011	10 002,4	887,1	6 073,0	3 042,3
	100,0%	8,9%	60,7%	30,4%
4e trimestre	3 013,4	205,8	1 567,9	1 239,8
3e trimestre	2 197,8	222,6	1 320,6	654,6
2e trimestre	2 633,0	260,5	1 716,1	656,4
1er trimestre	2 158,2	198,3	1 468,4	491,6
2010	11 310,8	1 356,3	6 067,7	3 886,7
	100,0%	12,0%	53,6%	34,4%
4e trimestre	3 456,5	286,8	1 905,9	1 263,8
3e trimestre	2 081,6	302,2	1 240,4	539,0
2e trimestre	3 491,4	379,0	1 749,8	1 362,6
1er trimestre	2 281,3	388,3	1 171,6	721,4
2009	8 536,0	1 921,3	3 664,1	2 950,5
	100,0%	22,5%	42,9%	34,6%
4e trimestre	2 387,8	440,6	1 174,2	772,9
3e trimestre	2 043,7	459,2	990,5	594,0
2e trimestre	2 350,8	631,8	994,6	724,3
1er trimestre	1 753,8	389,6	504,8	859,3

Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs

Déclarations reçues au 22/05/12

PARTS DE MARCHE (en montant d'autorisations des PC)



Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations

Déclarations reçues au 22/05/12

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

Autorisations par type d'opérations - Effectifs

	Ensemble	Neuf	Acquisition- amélioration	Acquisition seule	Travaux
2011	96 671	37 549	8 410	47 488	3 224
	100,0%	38,8%	8,7%	49,1%	3,3%
4e trimestre	29 587	11 823	2 598	14 462	704
3e trimestre	21 141	7 851	1 905	10 701	684
2e trimestre	25 930	10 275	2 171	12 581	903
1er trimestre	20 013	7 600	1 736	9 744	933
2010	114 781	64 513	11 397	35 682	3 189
	100,0%	56,2%	9,9%	31,1%	2,8%
4e trimestre	32 756	17 269	2 573	11 928	986
3e trimestre	20 404	8 667	2 531	8 535	671
2e trimestre	37 858	25 254	3 443	8 304	857
1er trimestre	23 763	13 323	2 850	6 915	675
2009	88 083	45 436	11 012	29 447	2 188
	100,0%	51,6%	12,5%	33,4%	2,5%
4e trimestre	24 624	13 509	3 110	7 361	644
3e trimestre	20 825	10 140	2 819	7 351	515
2e trimestre	24 565	13 139	3 000	7 829	597
1er trimestre	18 069	8 648	2 083	6 906	432

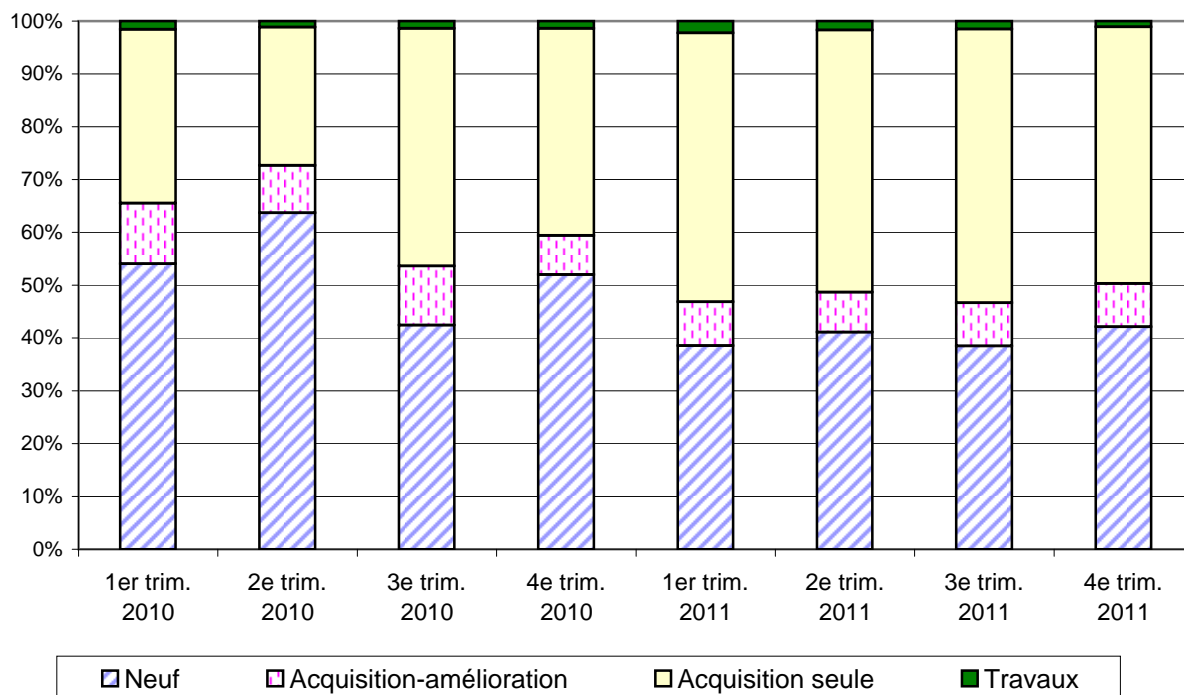
Autorisations par type d'opérations - Montants M€

	Ensemble	Neuf	Acquisition- amélioration	Acquisition seule	Travaux
2011	10 002,4	4 028,6	804,9	5 009,6	159,3
	100,0%	40,3%	8,0%	50,1%	1,6%
4e trimestre	3 013,4	1 269,1	247,5	1 464,2	32,7
3e trimestre	2 197,8	846,1	179,1	1 139,0	33,7
2e trimestre	2 633,0	1 082,1	199,0	1 307,2	44,7
1er trimestre	2 158,2	831,3	179,4	1 099,2	48,2
2010	11 310,8	6 140,2	1 060,0	3 957,6	153,0
	100,0%	54,3%	9,4%	35,0%	1,4%
4e trimestre	3 456,5	1 798,1	255,1	1 356,2	47,1
3e trimestre	2 081,6	883,5	232,4	936,5	29,1
2e trimestre	3 491,4	2 225,0	311,8	914,1	40,5
1er trimestre	2 281,3	1 233,6	260,7	750,8	36,2
2009	8 536,0	4 352,6	976,4	3 114,6	92,4
	100,0%	51,0%	11,4%	36,5%	1,1%
4e trimestre	2 387,8	1 296,1	274,4	790,9	26,3
3e trimestre	2 043,7	981,7	253,4	787,3	21,3
2e trimestre	2 350,8	1 227,0	271,4	826,0	26,4
1er trimestre	1 753,8	847,8	177,1	710,4	18,4

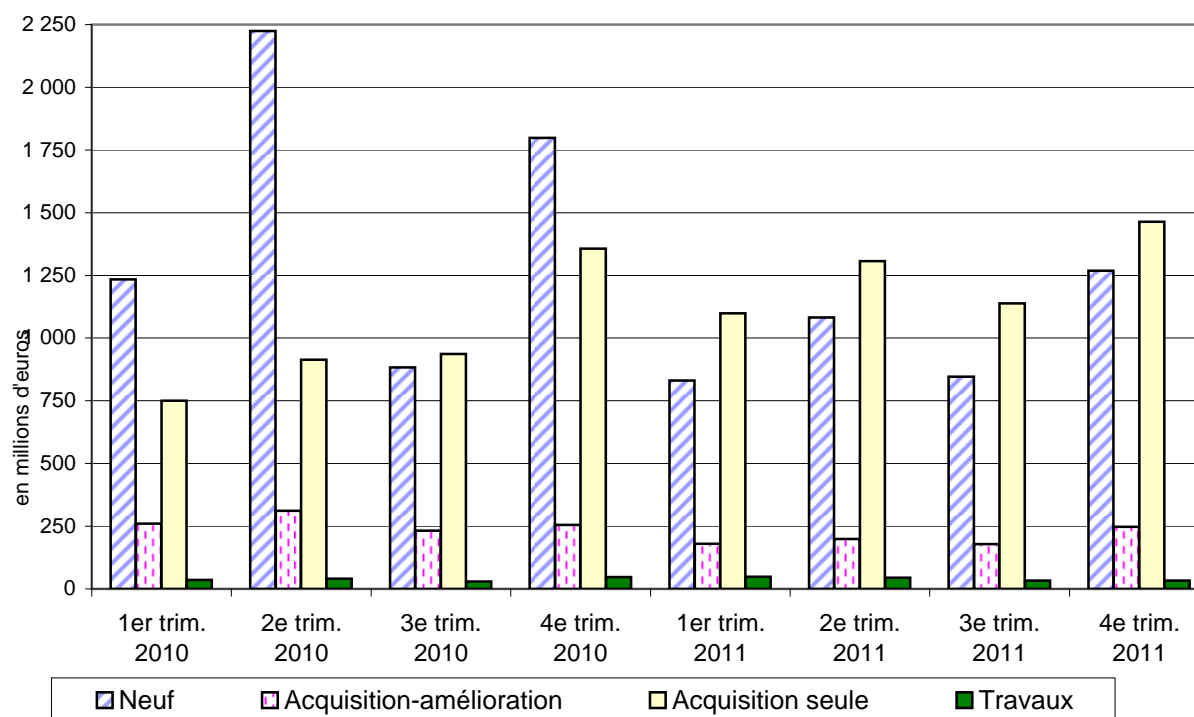
Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations

Déclarations reçues au 22/05/12

Répartition des montants d'autorisations PC



Montants d'autorisations PC



Annexe 4 : Autorisations PC / PAS

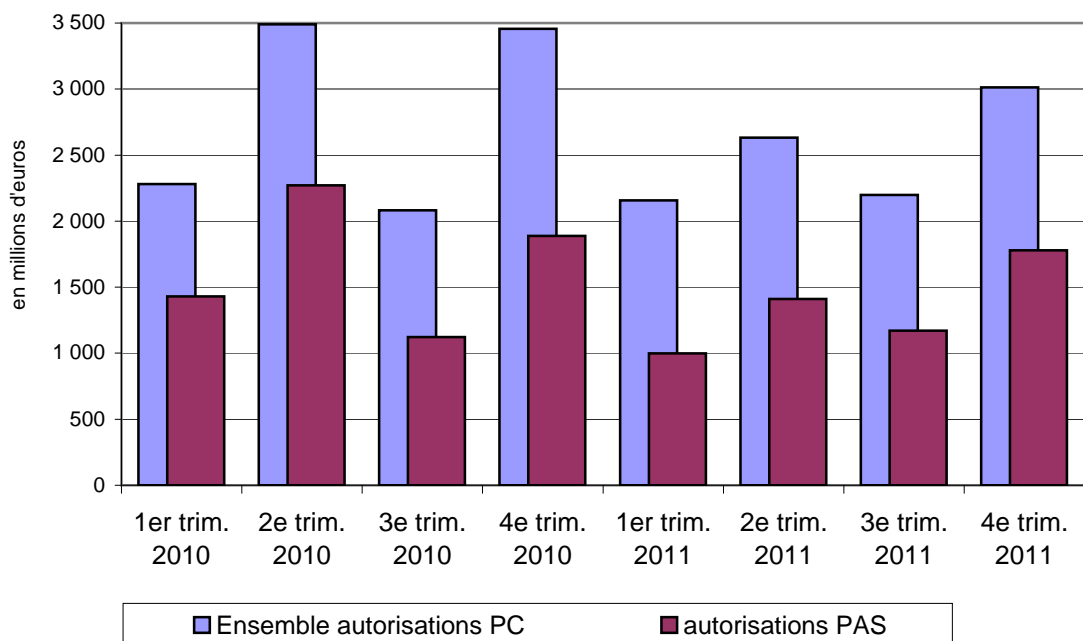
Déclarations reçues au 22/05/12

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

M€	Ensemble		dont PAS (1)		Poids des PAS dans l'ensemble des PC	
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant
2011	96 671	10 002,4	57 572	5 357,1	59,6%	53,6%
4e trimestre	29 587	3 013,4	18 968	1 778,3	64,1%	59,0%
3e trimestre	21 141	2 197,8	12 566	1 169,7	59,4%	53,2%
2e trimestre	25 930	2 633,0	15 527	1 411,2	59,9%	53,6%
1er trimestre	20 013	2 158,2	10 511	998,0	52,5%	46,2%
2010	114 781	11 310,8	75 142	6 711,2	65,5%	59,3%
4e trimestre	32 756	3 456,5	20 085	1 887,9	61,3%	54,6%
3e trimestre	20 404	2 081,6	12 314	1 122,4	60,4%	53,9%
2e trimestre	37 858	3 491,4	26 632	2 271,4	70,3%	65,1%
1er trimestre	23 763	2 281,3	16 111	1 429,5	67,8%	62,7%
2009	88 083	8 536,0	68 767	6 581,2	78,1%	77,1%
4e trimestre	24 624	2 387,8	19 637	1 867,4	79,7%	78,2%
3e trimestre	20 825	2 043,7	16 119	1 556,9	77,4%	76,2%
2e trimestre	24 565	2 350,8	18 674	1 777,9	76,0%	75,6%
1er trimestre	18 069	1 753,8	14 337	1 379,0	79,3%	78,6%

(1) Un établissement a rectifié depuis janvier 2010 ses déclarations erronées, ce qui entraîne une baisse de 10% sur la production des PAS de l'année 2010, les valeurs antérieures sont surévaluées.

Montants d'autorisations PC / PAS



Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours

Déclarations reçues au 22/05/12

Encours global des Prêts Conventionnés (M€)

	Encours fin de période	dont PC avec APL (1)		dont PAS		dont PC d'une durée > à 20 ans	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
2011	64 436	19 244	29,9%	37 271	57,8%	27 981	43,4%
4e trimestre	64 436	19 244	29,9%	37 271	57,8%	27 981	43,4%
3e trimestre	63 337 (2)	19 133	30,2%	36 483	57,6%	26 907	42,5%
2e trimestre	62 388	19 062	30,6%	35 884	57,5%	25 883	41,5%
1er trimestre	61 565 (3)	18 809	30,6%	35 282	57,3%	24 887	40,4%
2010	61 245	18 847	30,8%	34 969	57,1%	24 518	40,0%
4e trimestre	61 245	18 847	30,8%	34 969	57,1%	24 518	40,0%
3e trimestre	60 208 (4)	19 067	31,7%	34 146	56,7%	24 014	39,9%
2e trimestre	59 517	19 254	32,4%	33 505	56,3%	23 497	39,5%
1er trimestre	58 950	19 299	32,7%	33 325	56,5%	22 652	38,4%
2009	58 500	18 834	32,2%	33 306 (5)	56,9%	21 952	37,5%
4e trimestre	58 500	18 834	32,2%	33 306 (5)	56,9%	21 952	37,5%
3e trimestre	57 818	18 706	32,4%	32 444 (5)	56,1%	21 000	36,3%
2e trimestre	57 219 (6)	18 651	32,6%	31 770 (5)	55,5%	20 245	35,4%
1er trimestre	56 525	18 442	32,6%	31 065 (5)	55,0%	19 416	34,3%

Encours des Prêts Conventionnés par types de prêteurs (M€)

	Encours fin de période	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablissements spécialisés
2011	64 436	13 387	32 920	18 129
4e trimestre	64 436	13 387	32 920	18 129
3e trimestre	63 337 (2)	13 522	32 299	17 515
2e trimestre	62 388	13 695	31 699	16 994
1er trimestre	61 565 (3)	13 923	31 187	16 455
2010	61 245	14 282	31 025	15 937
4e trimestre	61 245	14 282	31 025	15 937
3e trimestre	60 208 (4)	14 405	30 505	15 298
2e trimestre	59 517	14 544	30 109	14 863
1er trimestre	58 950	14 560	29 903	14 487
2009	58 500	14 532	29 796	14 172
4e trimestre	58 500	14 532	29 796	14 172
3e trimestre	57 818	14 414	29 594	13 809
2e trimestre	57 219 (6)	14 244	29 459	13 516
1er trimestre	56 525	14 037	29 331	13 157

(1) Prêts dont les titulaires remplissaient, à la date de la demande, les conditions requises pour bénéficier de l'APL

(2) Erreur d'une société dans la reprise des encours par type de contrat (13 561 K €)

(3) Un établissement a procédé à une régularisation de 12 679 K € (prêts en cours de déblocage)

(4) Un établissement a procédé à un ajustement de 169 839K €

(5) Un établissement a rectifié depuis janvier 2010 ses déclarations erronées, entraînant une baisse de 4% sur l'encours fin 2010; les valeurs antérieures sont surévaluées.

(6) Un établissement a procédé à un ajustement de 6 169K € suite à migration informatique

Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours

Déclarations reçues au 22/05/12

Flux affectant les encours : affaires nouvelles réalisées et amortissements (M€)

Sous toutes réserves, compte tenu des lacunes constatées dans les déclarations d'affaires nouvelles et d'amortissements.
Les affaires nouvelles représentent les versements réalisés depuis la fin du trimestre précédent.

	Versements	Neuf		Acquisition-amélioration		Acquisition seule		Travaux		Amortissements, RA et ajustements	
Périodes	Montant	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	dont RA
2011	9 880	4 433	44,9%	771	7,8%	4 551	46,1%	125	1,3%	6 662	2 937
4e trimestre	2 469	1 124	45,5%	195	7,9%	1 115	45,1%	35	1,4%	1 370 (1)	491
3e trimestre	2 482	1 005	40,5%	198	8,0%	1 251	50,4%	28	1,1%	1 534 (1)	663
2e trimestre	2 560	1 188	46,4%	195	7,6%	1 143	44,7%	33	1,3%	1 723 (1)	756
1er trimestre	2 368	1 115	47,1%	182	7,7%	1 043	44,0%	28	1,2%	2 035 (2)	1 027
2010	8 612	3 956	45,9%	1 039	12,1%	3 521	40,9%	97	1,1%	6 037	2 646
4e trimestre	2 671	1 206	45,1%	233	8,7%	1 205	45,1%	28	1,0%	1 634 (2)	753
3e trimestre	2 172	975	44,9%	273	12,6%	901	41,5%	23	1,1%	1 651 (2)	778
2e trimestre	1 983	952	48,0%	280	14,1%	725	36,6%	25	1,2%	1 416 (2)	606
1er trimestre	1 786	822	46,0%	253	14,2%	689	38,6%	21	1,2%	1 336 (2)	509
2009	7 272	3 476	47,8%	881	12,1%	2 811	38,7%	103	1,4%	4 798	1 511
4e trimestre	1 976	975	49,4%	261	13,2%	717	36,3%	23	1,2%	1 294 (2)	476
3e trimestre	1 869	819	43,8%	248	13,3%	780	41,7%	22	1,2%	1 270 (2)	449
2e trimestre	1 821	879	48,3%	217	11,9%	693	38,0%	32	1,7%	1 133 (2)	304
1er trimestre	1 606	803	50,0%	155	9,7%	622	38,7%	26	1,6%	1 101 (2)	282

(1) Un établissement déclare des rachats de créances, un autre réaffecte des prêts (PC ou PAS) en prêts non réglementés suite à réaménagement.

(2) Un établissement déclare des rachats de créances

Annexe 6 : Liste des établissements

déclarant à la SGFGAS un encours non nul fin décembre 2011

Banques

BANQUE CHALUS
BANQUE CIC Nord Ouest
BANQUE COURTOIS
BANQUE DE BRETAGNE
BANQUE DE SAVOIE
BANQUE LAYDERNIER
BANQUE PRIVEE EUROPEENNE
BANQUE RHONE ALPES
BNP PARIBAS
BNP Paribas Personal Finance
Banque CIC Sud Ouest
Boursorama Banque
CIC Est
CIC Ouest
CM-CIC Services
CREDIT COMMERCIAL DU SUD OUEST
CREDIT DU NORD
DEXIA Crédit Local
GE MONEY BANK
HSBC FRANCE
LA BANQUE POSTALE
LCL
LYONNAISE DE BANQUE
S B E
SOCIETE GENERALE
SOCIETE MARSEILLAISE CREDIT

Banques Mutualistes ou Coopératives

BANQUES POPULAIRES (BPCE)
CAISSES D'EPARGNE (BPCE)
CREDIT AGRICOLE s.a.
CREDIT MUTUEL

Etablissements spécialisés

CREDIT FONCIER FRANCE
GIE CIF Services